

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-NEUVIÈME SESSION

Documents officiels



1308^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Lundi 21 décembre 1964,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 9 de l'ordre du jour:

Discussion générale (suite)

Discours de M. Muller (Afrique du Sud) . . .	1
Discours de M. Gunewardene (Ceylan) . . .	7
Discours de M. Manescu (Roumanie)	11
Intervention du représentant de la Guinée . .	15

Président: M. Alex QUAISON-SACKY
(Ghana).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Discussion générale (suite)

1. M. MULLER (Afrique du Sud) [traduit de l'anglais]: Monsieur le Président, la délégation sud-africaine se joint aux autres délégations pour vous souhaiter un plein succès dans l'exercice de vos fonctions et pour présenter aux délégations des trois nouveaux Etats Membres les vœux qu'elle forme pour le progrès et la prospérité de leurs pays respectifs.

2. Jamais, dans l'histoire des relations entre Etats, il n'a fallu autant de modération et de patience, autant d'efforts et de persévérance qu'aujourd'hui pour maîtriser les passions et les ambitions humaines. Nous vivons dans un monde où les relations internationales sont, à bien des égards, infiniment plus complexes et souvent plus délicates qu'elles ne l'ont jamais été et, considérant le cours récent des événements, notamment l'accession de nouveaux Etats au rang de puissance atomique, le mépris grandissant de la légalité, les infiltrations militaires au travers de paisibles frontières, nous ne pouvons pas ne pas voir les terribles dangers qui menacent de compromettre l'harmonie et le succès des rapports entre Etats, faisant reculer sans cesse davantage l'espoir d'une paix durable.

3. Il suffirait, je pense, d'examiner les répercussions des récents événements sur le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies et sur nos rapports réciproques au sein de l'Organisation mondiale pour constater que les différends entre pays, ou entre groupes de pays, se sont aggravés plus souvent qu'ils n'ont été réglés ou simplement aplanis.

4. On peut voir, en étudiant de près nos débats, que les passions ont souvent engendré l'inimitié et même l'hostilité, alors que la bonne volonté et la coopération auraient pu régner; ce qui est plus grave encore, c'est que l'inimitié et l'hostilité sont souvent nées au service d'ambitions incompatibles avec les intentions des rédacteurs de San Francisco. Bien plus, la façon dont ces ambitions ont été poursuivies et exploitées a

conduit non seulement à la méconnaissance de dispositions explicites de la Charte, mais également à des pratiques inconstitutionnelles ou même à des pratiques inspirées par un esprit de vindicte auxquelles on peut généralement se livrer plus librement contre un pays petit et faible.

5. C'est pour ces raisons que les changements survenus dans les relations internationales et leurs conséquences au sein de notre Organisation exigent une vigilance de tous les instants, car si la situation est laissée à elle-même, elle ne manquera pas de s'aggraver et l'Organisation des Nations Unies s'écartera plus encore de la voie sûre qui lui avait été tracée en 1945, au point que la communauté internationale cessera complètement d'être protégée par le droit des gens et par le respect dû aux instruments internationaux.

6. Nous devons ici nous rappeler que lorsque ses représentants se sont réunis à San Francisco, pénétrés qu'ils étaient du désir de paix, au sens le plus large du terme, de toute l'humanité, la communauté des nations s'est donné pour objectif principal de créer les conditions permettant l'établissement d'une forme de coexistence réaliste et sûre, solidement fondée sur la légalité, qui est la condition préalable essentielle d'une coopération harmonieuse et fructueuse. Ce désir de sauvegarder la paix est aussi réel et aussi universel maintenant qu'il l'était en 1945 et il reste la véritable raison d'être de l'Organisation des Nations Unies.

7. A cet égard, nous devons nous rappeler constamment que la Charte était essentiellement un compromis entre les vues de divers pays ayant des personnalités nationales, des cultures, des institutions et des formes de gouvernement différentes. La Charte, telle qu'elle a été finalement acceptée, constituait en fait le plus grand commun dénominateur entre divers pays à la recherche d'une formule permettant de réaliser un objectif commun. Ses dispositions ont été acceptées comme telles par les gouvernements intéressés; et l'objectif suprême de la Charte, qui est de sauvegarder la paix par la création d'une organisation chargée de mettre en œuvre les principes de la Charte, a reçu, dans le monde entier, l'adhésion enthousiaste des hommes et des femmes de bonne volonté.

8. La Charte contient en particulier certaines dispositions qui tendent à protéger la souveraineté de tous les Etats Membres et constituent une garantie sans laquelle aucun pays peut-être n'aurait jamais accepté de la ratifier. Certaines grandes puissances, capables de se protéger contre toute atteinte à leur souveraineté, ont obtenu le privilège du droit de veto. Les autres pays, l'immense majorité, qui, ne dispo-

sant pas d'une puissance égale, devaient compter sur la légalité, ont été obligés de placer leur confiance dans la garantie énoncée au paragraphe 7 de l'Article 2 et ils ont accueilli avec satisfaction cette disposition qui les mettait à l'abri de telles atteintes. Tels sont les faits de l'histoire, et aucune politique de puissance, aucun abus persistant ni aucun raisonnement ne peut les changer.

9. Au cours du débat actuel, nous avons entendu avec grand intérêt les suggestions faites par des représentants quant à la façon d'adapter la Charte aux exigences particulières de notre époque.

10. Il convient, bien entendu, de ne jamais perdre de vue le fait que l'Organisation mondiale doit être en mesure de s'acquitter de sa tâche dans le contexte du monde tel qu'il est. Nous devons sans cesse rechercher quelles sont les mesures à prendre pour que l'Organisation puisse atteindre avec plus d'efficacité son objectif primordial qui est d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales et de répondre aux exigences fondamentales et légitimes de la vie internationale actuelle, dans les justes limites de sa compétence constitutionnelle.

11. Du reste, telle qu'elle a été rédigée et acceptée à l'origine, la Charte reconnaissait la nécessité d'une adaptation et d'un progrès, et il a été notamment prévu qu'elle pourrait être modifiée pour répondre aux exigences essentielles d'un monde en évolution. Il est un fait capital, cependant: c'est que la façon dont la Charte pouvait et peut être modifiée a été nettement définie et fait l'objet d'une disposition expresse de la constitution de notre Organisation. Tout amendement qui, de l'avis des Etats Membres, est imposé par des circonstances nouvelles, peut être apporté de façon constitutionnelle, selon la procédure actuellement suivie pour l'élargissement du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social. La volonté de modifier la Charte par d'autres moyens ou de l'interpréter en s'écartant des intentions initiales de ses auteurs serait outrepasser nos droits et ne peut donc avoir aucun effet. La pratique de plus en plus employée qui consiste à modifier la Charte par voie d'interprétation, afin d'atteindre des buts qui n'étaient pas prévus à l'origine, restera toujours inacceptable en droit et elle doit être abandonnée si l'on veut que l'Organisation des Nations Unies conserve une place légitime dans les affaires internationales et contribue à la coexistence pacifique de tous les pays, ainsi qu'au bonheur et à la prospérité de l'humanité.

12. Sans doute, comme chacun sait, aucune tentative de révision de la Charte n'a encore abouti. C'est donc au texte actuel de cet instrument que l'Organisation doit se référer lorsqu'elle examine tel ou tel problème relevant de sa compétence.

13. En l'état actuel des choses, nous ne pouvons que continuer à remplir notre rôle dans le cadre bien défini de la Charte actuelle, quelles que soient les imperfections que certains d'entre nous attribuent à cet instrument. Faute de quoi, les décisions des Nations Unies ne pourront avoir la sanction du droit et le droit international ne régira plus les relations entre Etats.

14. Je puis affirmer qu'il a rarement été possible d'appliquer normalement la Charte et que, par conséquent, sa valeur réelle n'a jamais été véritablement mise à l'épreuve. Ce n'est pas à la Charte, dans son état actuel, que nous devrions imputer certaines difficultés, mais plutôt au fait que ses dispositions ont été souvent écartées ou contournées.

15. Les représentants de l'Afrique du Sud ont déjà dit cela à cette tribune. Nous pouvons en effet parler d'expérience. Combien de fois n'avons-nous pas eu à protester contre la pratique, toujours plus fréquente, qui consiste à violer les principes de la Charte et n'avons-nous pas été privés de la protection que son texte garantit à chaque Etat Membre? Je ne vais pas répéter les déclarations que nous avons faites si souvent par le passé, mais je veux dire ceci: la question est maintenant posée de savoir pendant combien de temps les autres Etats Membres seront en mesure d'invoquer avec succès le paragraphe 7 de l'Article 2 lorsqu'ils ont en face d'eux une majorité d'opposants.

16. Je pourrais conclure sur ce point en faisant une autre observation: il est devenu banal de dire que le monde va en se rétrécissant et que nous avons pour voisins des pays situés dans diverses régions du monde. Cela est bien vrai et il n'est pas moins vrai que les possibilités de friction entre les pays, surtout entre pays dont les traditions et les modes de vie diffèrent complètement, se sont accrues en conséquence. Ne pas en tenir compte et ne pas tenir compte des risques de conflit que comportent ces frictions serait extrêmement dangereux. C'est pourquoi, s'il est une époque où s'imposent le respect de la souveraineté des nations et la non-intervention dans les affaires des autres, c'est bien la nôtre.

17. Qu'il me soit permis, à ce stade, de souligner de nouveau que les rédacteurs de la Charte des Nations Unies ont non seulement posé et consacré le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats Membres, mais ont également accepté, comme un fait de la vie internationale, que notre Organisation soit composée de pays de cultures, de traditions et de régimes différents. Dans la mesure où ces différences étaient des différences naturelles, il fallait bien les reconnaître, car on ne peut les supprimer, quel qu'en soit le désir de certains Etats Membres, lorsque leur propre identité ne doit pas en souffrir. Aussi loin que l'histoire remonte, les différences ethniques ont généralement engendré des identités nationales et des modes de vie distincts, et ceux-ci, à leur tour, ont abouti à la formation de nations distinctes ayant chacune le caractère d'un Etat indépendant.

18. En fait, l'importance que l'on accorde au droit de chaque peuple d'accéder au statut de nation indépendante est peut-être l'une des caractéristiques les plus marquantes des relations internationales actuelles. Les divers peuples du monde, conscients de former des nations et poussés par leurs aspirations nationales légitimes, sont, dans la plupart des cas, parvenus à l'indépendance, et l'assujettissement d'une nation à une autre est une chose qui disparaît rapidement de la vie internationale. Cette évolution, en dépit de bouleversements, de crises, de multiples épreuves et autres répercussions pénibles et parfois dan-

gereuses dont elle s'accompagne, est une conséquence inévitable de la lutte séculaire et inlassable de l'homme pour accomplir sa propre destinée.

19. Ces considérations relatives à ce qu'il y a de fondamental dans notre Charte — à savoir la reconnaissance des différences essentielles de culture, de traditions et de régime de gouvernement, ainsi que l'importance accordée au droit de chaque peuple de former une nation — m'amènent à parler de certains aspects de notre vie nationale. Ce faisant, je dois toutefois répéter ce que nous avons toujours dit, à savoir que mon gouvernement ne croit pas avoir à répondre devant les Nations Unies de la façon dont il administre notre pays. Si je crois devoir parler de nos affaires intérieures, c'est simplement afin d'exposer à tous ceux qui sont disposés à nous entendre avec objectivité les faits tels qu'ils sont et non tels que certains croient les voir.

20. Si je procède ainsi, c'est aussi parce que je ne veux pas abuser du temps dont dispose l'Assemblée en répondant à chacune des accusations qui ont été lancées contre l'Afrique du Sud au cours de ce débat.

21. Ainsi, je constate que la principale objection formulée contre la politique de mon gouvernement consiste à dire ou à croire que cette politique vise à la domination perpétuelle d'une section de la population sur les autres. Je tiens à affirmer de la façon la plus catégorique que cette accusation est dénuée de fondement et parfaitement injustifiée.

22. Tout d'abord, dans la nation sud-africaine d'origine européenne, nul n'entend défendre la domination d'une nation sur une autre, quelle qu'elle soit. Au contraire, nous nous y opposons fortement, et cette opposition est ancrée dans nos traditions et notre histoire. En effet, une grande partie de cette nation a elle-même été soumise pendant longtemps à une domination étrangère.

23. De plus, et je dois naturellement le souligner avec la plus grande vigueur, nous ne sommes ni des colons ni des étrangers sur le continent africain, comme le prétendent si souvent ceux qui voudraient nous dépouiller de la terre de nos ancêtres. Pas plus que les millions de personnes d'origine européenne, asiatique ou africaine ne sont étrangères dans le Nouveau Monde, où elles vivent aujourd'hui, nous ne sommes en Afrique des colons ou des étrangers; pourtant leurs ancêtres comme les nôtres sont venus il y a quelques siècles d'autres parties du monde. Non, en vérité, nous, Sud-Africains d'origine européenne, nous formons nous-mêmes une nation, au même titre que toutes les nations du Nouveau Monde.

24. J'ajouterai que nous vivons sur une terre que nous n'avons prise à personne et que nous y sommes enracinés. Cette terre est notre seule patrie; nous n'en connaissons pas d'autre. Nous faisons aussi partie de l'Afrique. Nous en faisons partie depuis plus de 300 ans. Et, comme tout autre pays, nous avons nous aussi le droit de faire valoir notre droit à l'autodétermination. Nous le revendiquons comme un droit inaliénable auquel nous ne renoncerons jamais. C'est un droit pour la défense duquel nous avons, comme d'autres, pris les armes plus d'une fois.

25. Cependant, nous ne sommes pas la seule nation qui, à l'intérieur des frontières de l'Afrique du Sud, vive sur un territoire qui est traditionnellement le sien. C'est que l'Afrique du Sud est, en fait et au premier chef, un pays multinational, et non simplement un pays multiracial. En dehors de la nation sud-africaine d'origine européenne, elle abrite plusieurs autres nations qui possèdent toutes leur identité propre et ont le droit incontestable de former une nation séparée dans un territoire qui a toujours été le leur. Je veux parler des diverses nations bantoues, qui diffèrent les unes des autres par la langue, la culture, les traditions et tous les autres éléments qui déterminent l'identité, les droits et les aspirations des nations — et elles diffèrent entre elles comme les autres nations du monde, quelle que soit leur race, leur couleur ou leur croyance et quel que soit le continent où elles se trouvent. En raison des événements de l'histoire, toutes ces nations se trouvent encore sous la souveraineté du Parlement sud-africain, mais elles évoluent graduellement vers l'autonomie et vers le statut final d'Etat indépendant.

26. Je voudrais souligner, à ce propos, que notre problème, en Afrique du Sud, est différent des prétendus problèmes raciaux qui se posent à certains autres pays dont les populations sont multiraciales. Dans ces pays, la structure multiraciale ne s'accompagne pas comme chez nous d'un caractère multinational. Des problèmes d'adaptation interraciale peuvent se présenter, mais il s'agit d'ajustements à effectuer dans le cadre d'une seule nation. La différence capitale est la suivante: pour l'Afrique du Sud, la tâche essentielle n'est pas de résoudre un problème de races, mais un problème de nations, et il s'agit pour nous de créer une situation permettant d'assurer la coexistence pacifique des diverses nations dont se compose notre pays. Nous croyons que ce résultat ne peut être obtenu que par le développement indépendant de chaque peuple jusqu'à la réalisation complète de sa vocation nationale propre et par la reconnaissance du droit de chaque nation de se gouverner elle-même conformément à ses propres traditions et aspirations nationales. C'est là un principe fondamental de notre politique de développement séparé, laquelle diffère profondément de la caricature de l'apartheid que ceux qui nous critiquent présentent généralement; mais ce que certains d'entre eux souhaitent voir s'établir en Afrique du Sud, c'est le chaos et non la stabilité, l'intolérance et non la compréhension.

27. En dépit de ce que disent nos détracteurs, et en dépit de l'accusation selon laquelle la façon dont nous menons nos affaires intérieures constitue une menace pour la paix mondiale, nous appliquons notre politique dans la paix et le bon ordre, avec l'appui croissant de toutes les populations intéressées. Le fait que mon pays connaît l'ordre et la prospérité dans une mesure qui soutient la comparaison avec ce qui existe dans la plupart des autres pays du monde montre toute l'absurdité de l'accusation portée contre nous.

28. Tandis que nous appliquons ainsi une politique de coexistence pacifique, la plupart de ceux qui nous critiquent préconisent pour l'Afrique du Sud une politique qui, si elle était suivie, non seulement mènerait au conflit et à la violence, mais constituerait une vio-

lation de la Charte. En effet, ces censeurs suggèrent que nous cherchions à créer en Afrique du Sud une société multiraciale complètement intégrée et ils passent ainsi complètement sous silence les droits des diverses nations distinctes dont se compose l'Afrique du Sud multinationale. Nous devons alors poser cette question: dans quelle structure particulière estime-t-on que les diverses nations de l'Afrique du Sud devraient s'intégrer? Si c'est dans la structure de l'Afrique du Sud blanche, il y aurait sûrement là une nouvelle forme de colonialisme. Comment cela pourrait-il se justifier un seul instant? La population blanche a-t-elle en aucune façon le droit de supposer que sa culture est désirée par d'autres peuples? Y aurait-il plus de raisons de choisir, par exemple, la nation zouloue ou la nation xhosa, comme noyau autour duquel réaliser l'intégration des diverses communautés sud-africaines? Non, et c'est pourquoi nous nous en tenons à ce principe qui est fondamental, à savoir que toutes les nations d'Afrique du Sud doivent être libres de se développer comme elles-mêmes le souhaitent, en empruntant et en rejetant ce que bon leur semble de l'expérience des autres nations.

29. Pour cette raison et prenant en considération l'histoire, la culture et la psychologie de chacune des nations d'Afrique du Sud, nous voulons donner à chaque individu la possibilité de s'épanouir pleinement dans le cadre de sa propre nation et, lorsque cela est possible, dans son véritable foyer national. Mais nous ne nous arrêtons pas là; nous voulons aussi permettre à tous nos groupes nationaux de se réunir plus souvent et de se consulter au sujet de questions d'intérêt commun, sur la base de l'égalité et du respect de la dignité humaine, en créant un mécanisme consultatif à un niveau élevé. De cette façon, nous sommes sûrs de pouvoir éliminer la discrimination parmi les divers groupes nationaux. Lorsque chacun de ces groupes, en effet, sera parvenu au stade où il administrera effectivement ses propres affaires et en sera le maître, les causes matérielles et psychologiques de la discrimination disparaîtront rapidement.

30. Il n'y a assurément rien de nouveau dans ce que j'ai dit. Mon Premier Ministre et d'autres membres du Gouvernement sud-africain ont fait à plusieurs reprises des déclarations en ce sens. Bien entendu, certains détracteurs de notre politique rejettent, souvent avec des motifs douteux, nos déclarations de principes en les qualifiant de mots creux ou de propagande politique. Nombre d'entre eux ne sont même pas disposés à entendre nos raisons. Cependant, m'adressant à ceux qui acceptent de nous entendre, je voudrais, comme témoignage de la sincérité et de la bonne foi de mon gouvernement, leur rappeler que mon gouvernement déploie des efforts considérables pour accélérer le processus de transition qui, nous en sommes convaincus, amènera tous les intéressés à reconnaître l'égalité des diverses nations d'Afrique du Sud, qu'il s'agisse de leur statut, de la dignité humaine de leurs membres ou de leur autonomie ou indépendance politique.

31. Point n'est besoin d'entrer dans les détails; je demanderai, cependant, s'il n'est pas généralement admis, même par bon nombre de ceux qui nous cri-

tiquent, que ce que l'on fait en Afrique du Sud pour le progrès culturel, social et économique des peuples en voie de développement de ce pays peut se comparer à la contribution de n'importe quel autre pays au progrès des peuples en voie de développement du monde? Nous sommes heureux de le faire et nous ferons davantage encore, car nous sommes convaincus que les services et l'assistance qui sont fournis, et qui devront l'être sans cesse davantage, sont absolument indispensables pour assurer l'évolution des peuples de l'Afrique du Sud vers le statut de véritables nations, égales les unes aux autres.

32. C'est ainsi que nous nous efforçons d'éliminer l'inégalité politique sous toutes ses formes et de nous rapprocher de notre objectif, qui est l'égalité souveraine de toutes les nations existant actuellement à l'intérieur des frontières d'Afrique du Sud. C'est ainsi que nous assurons la coexistence pacifique et les rapports de bon voisinage et que nous évitons les froissements et l'hostilité.

33. Les paroles que je prononce aujourd'hui doivent être entendues en tenant compte de ce que ma délégation a déclaré, à cette tribune, dans la discussion générale de l'an dernier [1236^{ème} séance]. Le chef de notre délégation a alors invoqué plusieurs déclarations de mon Premier Ministre pour rejeter l'allégation tenace selon laquelle la nation blanche d'Afrique du Sud cherche à maintenir sa position par la force et par la répression perpétuelle. La délégation sud-africaine, au cours de la discussion générale de l'an dernier, avait indiqué brièvement ce qui allait se passer au Transkei — ce territoire d'environ 17 000 miles carrés qui constitue la patrie de la nation xhosa, laquelle compte plus de 3 millions de personnes, soit près d'un tiers de l'ensemble de notre population bantoue; il est situé dans la zone la plus pluvieuse et dans l'une des régions les plus fertiles d'Afrique du Sud.

34. Ce que nous laissions alors prévoir s'est réalisé. Le 20 novembre 1963, plus de 600 000 électeurs, représentant environ 69 p. 100 du corps électoral du Transkei, se sont rendus aux urnes pour élire la première assemblée législative du territoire. Ce pourcentage considérable d'électeurs exerçant leurs droits démocratiques montre avec quelle confiance ceux-ci ont accepté leur nouveau système de gouvernement, conforme à une constitution qu'eux-mêmes — et non le Gouvernement sud-africain — avaient élaborée. La session inaugurale de l'Assemblée du Transkei a eu lieu en décembre 1963, et c'est à ce moment qu'a été élu le premier cabinet, composé d'un premier ministre et de cinq autres ministres. En même temps, une opposition officielle a été dûment formée. En mai 1964, l'Assemblée du Transkei, à sa première session normale, a entrepris son programme législatif et budgétaire pour l'année suivante.

35. Il est un fait d'importance: le cadre administratif du Gouvernement du Transkei comprend 2 500 fonctionnaires et 10 000 autres employés; or, plus de 80 p. 100 de ce personnel est composé de Xhosas qui ont reçu une formation. Ceux qui ne sont pas Xhosas ont été détachés de la fonction publique de la République sud-africaine à titre temporaire et seulement pour aussi longtemps que leurs services seront nécessaires. Ils sont placés entièrement sous la direc-

tion du Gouvernement du Transkei. De plus, ce gouvernement et son administration fonctionnent d'une façon de plus en plus efficace et, malgré les difficultés auxquelles ce pays devra encore inévitablement faire face dans l'avenir, nous sommes certains qu'il parviendra à la maturité et deviendra capable d'assumer toutes les responsabilités qu'implique l'indépendance, pleine et souveraine.

36. La mise en œuvre d'une politique conduisant au statut de nation indépendante exige, selon nous, beaucoup de temps et une préparation attentive, de la patience et, surtout, du dévouement et de l'idéalisme de la part de ceux qui assument la tâche difficile de conduire un peuple vers l'autonomie et l'indépendance complète. Cependant, grâce à une préparation satisfaisante, à laquelle s'ajoute l'expérience déjà acquise au Transkei, nous en sommes maintenant à un stade où l'application de la politique est plus rapide. Je dois dire à ce propos que je n'ai nullement dépeint l'ensemble de la situation. Ce que nous avons réussi à faire jusqu'à présent, aussi considérable que cela nous semble, ce n'est, à vrai dire, qu'un début. Si des progrès importants ont été réalisés au Transkei, cela ne concerne, bien entendu, que l'une des patries bantoues. Il y en a de nombreuses autres, et chacune fait l'objet d'une attention continue, tandis que, dans chaque domaine, le progrès s'intensifie rapidement.

37. L'objectif primordial, pour toutes les patries, est l'autonomie; cependant, la cadence doit varier selon les circonstances locales et les vœux des populations intéressées. Il est possible que l'expérience du Transkei constitue un guide et un exemple, mais le processus de développement des autres nations bantoues ne sera pas nécessairement identique ou même analogue. Là encore, cela dépendra des intentions des populations elles-mêmes. D'une façon générale, cependant, l'édifice de l'autonomie est érigé à partir de la base; il s'appuie d'abord sur une organisation administrative à l'échelon local, puis à l'échelon du district, puis à l'échelon régional, ce qui conduit, enfin, à une administration nationale, constituant ainsi une base d'expérience stable pour l'entité nationale lorsque celle-ci arrive à l'autonomie. Tel est à notre avis le principe même d'une démocratie efficace. Pour la plupart des nations bantoues, on en est déjà arrivé au stade du pouvoir régional. Dans la mesure où l'expérience du Transkei sera un succès manifeste et viable, il sera beaucoup plus facile aux autres pouvoirs régionaux de décider de s'engager dans la même voie. Ce succès est déjà en partie assuré et il constitue le fondement de l'application complète de notre politique — qui vise la réalisation d'un "Commonwealth" d'Etats sud-africains, indépendants sur le plan politique et interdépendants sur le plan économique.

38. En ce qui concerne l'interdépendance économique, je voudrais mettre l'accent sur le fait que nous ne voulons aucune forme de coopération économique ou politique susceptible d'aboutir à la domination économique d'un Etat par un autre. Il en est ainsi tant en ce qui concerne nos relations avec d'autres Etats et territoires d'Afrique méridionale que dans nos rapports avec les patries bantoues. Nous désirons fermement éviter d'introduire dans ces relations un élément quelconque de colonialisme ou d'impérialisme

économique. D'autres puissances, dans le passé, n'ont pas toujours été aussi attentives à éviter le colonialisme économique en Afrique, et c'est pourquoi de nombreux Africains ont été mécontents du type de développement économique qui est apparu sous le régime colonial et dont certains d'entre eux affirment qu'il se perpétue, dans l'ère postcoloniale, sous la forme du néo-colonialisme. Beaucoup disent aussi que l'implantation à une grande échelle d'entreprises étrangères a eu pour effet de ralentir ou d'arrêter le développement de l'entreprise autochtone, lorsqu'il s'agit d'activités que les autochtones étaient eux-mêmes en mesure d'exercer. En revanche, la politique sud-africaine consiste à décourager et à empêcher ce type de développement et à fournir des connaissances techniques, une aide sous forme de services de gestion et des capitaux à l'industrie et à l'agriculture, afin que peu à peu les nations bantoues puissent elles-mêmes assumer leur propre développement économique. Ainsi, la direction ne passe pas entre des mains étrangères, et l'entreprise blanche ne s'impose pas et ne prive pas les citoyens des patries bantoues de la jouissance de leur propre patrimoine.

39. On constatera que le type de coopération envisagé est une association économique qui tiendra compte des conditions propres à chaque Etat indépendant, sans abandon de leur souveraineté, mais qui tiendra à réaliser l'objectif commun de la stabilité économique pour chacun, stabilité sans laquelle il est impossible d'assurer le maintien de l'indépendance au plein sens du terme.

40. A ce propos, qu'il me soit permis d'ajouter que l'Afrique du Sud est tout à fait disposée à aider d'autres Etats africains dans le domaine technique et dans d'autres domaines de coopération, pour peu que les gouvernements des Etats intéressés indiquent qu'ils acceptent cette assistance.

41. Je voudrais assurer aux représentants ici présents que mon gouvernement est pleinement conscient de l'ampleur de la tâche qu'il a entreprise. Nous ne savons que trop que de nombreux obstacles se trouvent encore devant nous et qu'il nous faudra user de patience, consentir des sacrifices et surtout persévérer dans une situation qui est complexe et qui est aussi unique, exigeant par conséquent une solution qui devra elle aussi être unique et, de ce fait, sera aisément critiquable. Il est regrettable que la plupart de nos détracteurs isolent, pour les attaquer, certains aspects de l'exécution de notre politique, tout en négligeant les principes généraux et les buts finals de cette politique. En soumettant ces buts à une analyse objective, on verra que, si l'on tient dûment compte des conditions spéciales qui existent en Afrique du Sud, nous sommes sur la voie du but défini dans la Charte, à savoir: "développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes". Nous sommes fermement convaincus que la voie que nous avons choisie est la seule qui soit juste et bonne et nous ne pouvons qu'espérer qu'au fur et à mesure qu'elle donnera ses fruits on en reconnaîtra les mérites.

42. Le tableau que j'ai dressé de notre politique et de sa mise en œuvre n'est pas détaillé. Assurément,

il ne donne pas une idée des progrès qui ont été réalisés à l'égard de bien d'autres aspects du développement des Bantous vivant en Afrique du Sud. Je n'ai pas non plus parlé ici de ce que l'on fait en Afrique du Sud pour aider les Asiatiques et les personnes de couleur à devenir maîtres de leurs propres affaires. Je ne me suis pas davantage occupé des très nombreux Bantous qui résident dans le territoire de la nation sud-africaine blanche, des possibilités qui leur sont offertes en matière d'emploi, d'enseignement, de logement, de services sociaux et sanitaires, etc., et de la façon dont ils se préparent au rôle important qui les attend dans leurs patries respectives sur le plan politique et sur les autres plans. Si je ne l'ai pas fait, c'est que les statistiques n'emportent guère la conviction dans un discours de ce genre. Peut-être est-il plus utile de faire mention d'un fait trop souvent négligé par ceux qui nous condamnent avec tant de constance et voudraient convaincre les nations du monde d'appliquer des sanctions contre nous.

43. Le fait dont je parle, c'est que, en plus des Bantous qui sont chez nous et travaillent dans le territoire de la nation sud-africaine blanche, il y a près d'un million de Bantous étrangers dont bon nombre ont pénétré clandestinement dans notre pays afin de trouver des possibilités d'emploi qui ne s'offraient pas ailleurs et de bénéficier d'une foule de services qui leur sont fournis beaucoup plus largement que dans leur pays d'origine. Ces travailleurs étrangers, qui viennent de leur plein gré, jouissent de services et de privilèges identiques à ceux qui sont donnés aux Bantous sud-africains et sont même exemptés des impôts sud-africains. Cet afflux d'émigrants bantous venant d'au-delà des frontières de la République apporte un démenti éloquent à ceux qui affirment que la condition des Bantous dans le territoire de la nation sud-africaine blanche représente une forme d'exploitation et d'oppression proche du servage. Néanmoins, la présence de près d'un million de Bantous étrangers n'est pas sans incidence sur l'action entreprise par ceux qui voudraient organiser contre nous un boycottage économique. On se rendra certainement compte que, au cas où un boycottage qui entraînerait du chômage serait appliqué, nous serions nécessairement contraints de réserver les emplois disponibles à la population sud-africaine et que les travailleurs étrangers seraient obligés de quitter notre pays pour chercher un emploi ailleurs. Si je formule cette observation c'est essentiellement à l'intention de ceux qui voudraient aborder le problème de façon réaliste et avec objectivité.

44. Outre cet afflux de Bantous étrangers, l'efficacité de notre politique est également mise en évidence par l'appui croissant qui lui est apporté par la grande majorité des populations non blanches. De plus en plus, celles-ci comprennent le sens véritable de notre politique et les promesses qu'elle comporte pour leur propre avenir. On mesure le progrès à la satisfaction qui règne dans toutes les populations d'Afrique du Sud, ainsi qu'en témoignent la paix sociale, la prospérité et l'essor économique actuels. En fait, presque tous les voyageurs qui se rendent en Afrique du Sud ont la surprise de constater que l'image que l'on donne de l'Afrique du Sud à l'étranger — violence, désordres et agitation — ne correspond pas à la réalité.

45. Cette image déformée est principalement le résultat des activités d'une petite minorité, dont les agissements ont été mis en relief à l'étranger et surtout dans notre Organisation. Cette minorité, qui comprend des éléments provenant non seulement des populations bantoues, mais également de tous les groupes de populations importants existant en Afrique du Sud, était engagée dans un complot d'inspiration essentiellement communiste qui tendait à renverser l'Etat par la violence. Elle était composée d'hommes qui n'hésitaient pas à tuer, mais qui ont néanmoins été salués comme des martyrs et des héros par ceux qui affirment que leurs convictions sont fondées sur leur "opposition à la politique d'apartheid". En fait, rien n'est plus éloigné de la vérité. Ceux de ces personnages qui ont occupé le plus de place dans les débats des Nations Unies ont été condamnés pour avoir attenté à des vies humaines ou pour s'être livrés à la haute trahison.

46. En plus de ce que j'ai déjà dit au sujet du danger qu'il y a à s'éloigner de la lettre et de l'esprit de la Charte, je crois devoir attirer l'attention de l'Assemblée sur un autre exemple de cette façon de faire, à savoir le refus d'appliquer à un Etat Membre un principe fondamental de la Charte. Je veux parler du principe énoncé à l'Article 51 au sujet du droit naturel de légitime défense de tout Etat souverain. Tous les représentants savent parfaitement, je pense, que des efforts sont actuellement déployés pour enlever à l'Afrique du Sud les moyens d'exercer ce droit important. Cependant, ce n'est pas seulement un droit qui est en cause ici; c'est également un devoir. Tout Etat, en effet, a le devoir de défendre ses populations — et de les défendre toutes — contre l'agression. Dans les circonstances actuelles, c'est un devoir auquel aucun Etat digne de ce nom ne peut se dérober, quelle que soit l'impatience avec laquelle nous attendons le moment où un système parfaitement contrôlé et efficace de désarmement international pourra, sous les auspices des Nations Unies ou autrement, rendre inutile la possession d'armes défensives. Assurément, l'Afrique du Sud ne se dérobera pas à ce devoir, quels que soient les sacrifices que cela comporte.

47. On s'est également efforcé d'imposer de nouvelles restrictions à ce droit naturel de légitime défense en cherchant à obtenir l'application de mesures dont on espère qu'elles saperont l'économie sud-africaine. Quoi qu'il en soit, nous sommes absolument certains de pouvoir assurer la stabilité et le progrès de notre économie. Dans le passé, l'économie sud-africaine a toujours fait preuve de beaucoup de ressort et toutes nos populations sont résolues à faire en sorte qu'elle continue à se développer. Nous avons déjà quelque expérience en ce qui concerne l'application des sanctions économiques et nous ne serons pas pris au dépourvu si elle s'intensifie, car, pendant la dernière guerre, l'Afrique du Sud, comme bien d'autres puissances participantes, a été soumise à un blocus naval et a dû compter en grande partie sur ses propres ressources. Il en est résulté un renforcement de l'industrialisation de l'Afrique du Sud. Il y a eu une révolution industrielle qui a transformé la réalité sud-africaine et, en particulier, a fait du pays l'arsenal des armées alliées au Moyen-Orient.

48. Au cours de cette déclaration, j'ai parlé de certaines tendances et faits nouveaux au sein de

l'Organisation des Nations Unies qui, je pense, pourraient avoir des conséquences de grande portée, non seulement pour l'avenir de mon propre pays et de ses populations, mais également pour l'avenir de l'Organisation elle-même et, par suite, du monde entier. Ce faisant, j'ai présenté à l'Assemblée certains faits fondamentaux relatifs aux affaires strictement sud-africaines, dans l'espoir qu'ils aideront les représentants à comprendre pourquoi nous affirmons que ni la politique gouvernementale sud-africaine ni la situation qui existe réellement en Afrique du Sud ne permettent de refuser valablement à mon pays, et à lui seul, les droits accordés à tous les Etats Membres en vertu de la Charte.

49. Si je l'ai fait, c'est parce que mon gouvernement est convaincu que nous réussirons dans notre tâche, comme c'est déjà le cas, et que notre réussite sera une contribution positive et importante à la coexistence pacifique, qui est essentielle pour que l'humanité avance sur la voie de la prospérité universelle et de l'harmonie internationale. Nous ne croyons pas que la diversité des peuples et des cultures doive gêner ou empêcher cette coexistence, pourvu que chacun soit respecté et qu'il lui soit permis de développer toutes ses possibilités. Nous pensons, au contraire, comme les fondateurs des Nations Unies, que cette diversité enrichira la vie et permettra à l'homme d'arriver à la réalisation complète de son destin. L'Organisation des Nations Unies peut, si elle remplit dans la vie internationale le rôle qui lui a été assigné à l'origine, devenir un important instrument et, en fait, le principal instrument permettant d'établir la coexistence pacifique entre différentes cultures, traditions et aspirations nationales et de réaliser cette harmonie internationale qui seule peut assurer la paix et la sécurité de tous les Etats, petits ou grands, faibles ou puissants.

50. M. GUNewardENE (Ceylan) [traduit de l'anglais]: Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter, au nom de la délégation ceylanaise, de votre élection unanime à la présidence de l'Assemblée. Nous sommes convaincus que vos qualités personnelles, votre sagesse et votre expérience permettront à l'Assemblée, malgré les problèmes délicats qui se posent à elle, de progresser dans la voie de la paix et de l'entente internationale.

51. Ma délégation voudrait également féliciter les trois nouveaux Etats Membres, le Malawi, Malte et la Zambie. Leur présence ici nous rapproche encore davantage de l'objectif d'universalité que l'Organisation s'est fixé. Je voudrais également rendre hommage au Royaume-Uni pour la sagesse et la clairvoyance dont il a fait preuve en accordant l'indépendance à ces trois territoires et en s'assurant ainsi leur confiance et leur amitié.

52. Il est bien regrettable que le Portugal ne fasse pas preuve d'un sens politique aussi éclairé à l'égard de ses territoires coloniaux. Le Portugal prétend ignorer la marche irrésistible des peuples coloniaux vers l'indépendance et s'efforce aveuglément de conserver ses possessions coloniales. Malgré les appels des Nations Unies, malgré la pression de l'opinion africaine et mondiale, le Portugal s'obstine. Il s'efforce de maintenir sa domination sur l'Angola, le Mozambique et la Guinée dite portugaise par la force

des armes, au mépris le plus total des droits des habitants de ces territoires à la liberté et à l'indépendance, au mépris de la désapprobation croissante de l'opinion africaine et mondiale, ainsi que des souffrances et des dommages causés à ces territoires et à leur population. Nous condamnons sans réserve la politique du Gouvernement portugais.

53. En 1960, l'Assemblée générale a adopté une déclaration historique [résolution 1514 (XV)] proclamant la nécessité de mettre fin au colonialisme et d'accorder l'indépendance à tous les territoires encore dépendants. Il faut que nous continuions à exercer une pression pour que disparaissent tous les vestiges du colonialisme qui subsistent encore. Aucune considération d'ordre économique ou stratégique ne saurait justifier le maintien de l'asservissement colonialiste, et le transfert des pouvoirs aux peuples et aux territoires coloniaux ne doit plus être retardé. Les principes de l'autodétermination proclamés par la Charte des Nations Unies, ainsi que les principes de la démocratie, exigent que les peuples qui sont encore assujettis soient libérés et accèdent à l'indépendance.

54. Il importe également que nous prenions toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder l'indépendance et l'intégrité territoriale des nouvelles nations qui font maintenant partie de la communauté mondiale. Leur liberté et leur indépendance risquent d'être compromises par la politique des puissances néo-colonialistes qui veulent maintenir ou étendre leur influence sur ces territoires. Ces puissances néo-colonialistes exploitent les différends hérités de l'époque coloniale ainsi que les éléments de dissension interne afin de s'assurer, dans leur propre intérêt, une emprise politique, économique et militaire sur les nations nouvellement indépendantes. L'un des phénomènes les plus inquiétants de notre époque est le maintien de situations colonialistes ou néo-colonialistes par le jeu de l'assistance ou de l'intervention militaire.

55. Les événements qui se déroulent au Congo et l'emploi de forces mercenaires pour tenter de résoudre militairement un problème qui est essentiellement politique nous préoccupent vivement. Nous insistons sur la nécessité de trouver, dans l'intérêt de la paix et de l'harmonie, et par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine, une solution fondée sur la réconciliation nationale de tous les éléments politiques du Congo.

56. En ce qui concerne la situation à Chypre, mon gouvernement demande instamment que l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République de Chypre soient respectées par tous les Etats. Il est particulièrement regrettable qu'il y ait eu ingérence étrangère dans des affaires qui relèvent de la compétence intérieure de Chypre. Cette ingérence étrangère, accompagnée de recours à la menace ou à l'emploi de la force, a troublé la paix et la stabilité de la région et n'a fait que compliquer la recherche d'une solution. En tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies, égal à tout autre membre, Chypre a le droit de conserver sans aucune restriction sa souveraineté et son indépendance. Le peuple chypriote a le droit de choisir son propre avenir à l'abri de toute intervention ou ingérence extérieure, soit le

droit à l'autodétermination proclamé par la Charte des Nations Unies.

57. La communauté internationale doit se préoccuper du problème des pays divisés. Le maintien de ces divisions artificielles, dues aux expressions de la guerre froide, constitue une source importante de tension internationale. Nous espérons sincèrement que les nations divisées pourront être unifiées par des moyens pacifiques, sans aucune ingérence ou pression de l'extérieur.

58. Le désarmement est la question cruciale de notre époque. La course aux armements fait peser une menace grave sur la paix et la sécurité, tout en représentant un fardeau inutile pour l'économie des puissances qui y sont engagées. Les ressources qui pourraient être utilisées pour assurer le bien-être de l'humanité continuent d'être consacrées à la fabrication d'armes qui mettent en danger l'existence même de notre civilisation.

59. En tant que petite nation, nous ne pouvons que faire appel au bon sens des grandes puissances pour qu'elles tiennent compte du vœu de l'humanité tout entière, c'est-à-dire que des mesures efficaces soient prises en vue d'arriver à un désarmement complet et universel. Les mesures qui ont déjà été prises, notamment depuis l'été de 1963, et qui représentent un net progrès dans la voie du désarmement, sont encourageantes. Je veux parler du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, de l'établissement d'une ligne de communication directe entre Washington et Moscou, de l'accord interdisant l'emploi d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique, de la décision prise unilatéralement par l'Union soviétique et les Etats-Unis de réduire leur budget militaire, ainsi que de la réduction de la production de matières fissiles réciproquement consentie par l'Union soviétique, les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Ces mesures sont un premier pas encourageant dans la voie du désarmement.

60. Les efforts déployés n'ont malheureusement pas été soutenus. Le traité interdisant les essais d'armes nucléaires n'a pas été accepté par toutes les puissances nucléaires. Les principales puissances signataires n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'interdiction des essais souterrains, qui serait logiquement la prochaine mesure à prendre dans le cadre d'un traité interdisant les essais nucléaires dans leur ensemble. De nouveaux efforts seront également nécessaires pour empêcher la dissémination des armes nucléaires.

61. A cet égard, nous lançons un appel à toutes les grandes puissances pour qu'elles s'abstiennent de pratiquer une politique favorisant la dissémination des armes nucléaires et nous prions instamment tous les Etats de conclure des accords interdisant la dissémination de ces armes et de convenir des mesures à prendre en vue de liquider les stocks existants. Nous demandons également la convocation d'une conférence internationale du désarmement. Nous espérons que des mesures en ce sens seront prises de toute urgence afin que l'on puisse réaliser des progrès sensibles en matière de désarmement au cours de l'année qui va s'ouvrir.

62. La réduction des tensions internationales et l'établissement du règne de la paix sont étroitement liés à la question des bases militaires et à la création de zones dénucléarisées.

63. En ce qui concerne la question des bases militaires, mon gouvernement est inquiet de voir les puissances coloniales établir des bases dans leurs territoires dépendants, ce qui est pour elles un moyen de maintenir leur domination et leur influence dans une région. Ces puissances cherchent généralement à conserver leurs bases, même après l'accession du territoire à l'indépendance et contre sa volonté. Il s'ensuit que la liberté et l'indépendance de ces nouvelles nations sont compromises et que des sources de tensions et de conflits se créent.

64. En ce qui concerne les zones dénucléarisées, nous nous félicitons de la déclaration faite à la première session de l'Assemblée des chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine qui a eu lieu au Caire, en juillet 1964. Cette déclaration insiste particulièrement sur la nécessité de faire de l'Afrique une zone dénucléarisée, en vue d'éliminer du continent africain tout danger de guerre et de contamination nucléaires. Nous considérons que la déclaration sur la dénucléarisation du continent africain constitue un premier pas vers l'application de la notion de zones dénucléarisées à d'autres régions, notamment à celles qui jusqu'à présent ne contiennent pas d'armes nucléaires. A notre avis, cette notion devrait être appliquée non seulement aux continents, mais aussi aux océans, car la limite des eaux territoriales a été fixée, avant l'époque nucléaire, en fonction de la portée restreinte des armes maritimes de type classique.

65. Mon gouvernement a déjà pris des mesures en vue d'appliquer ces principes. Afin de limiter la prolifération des armes nucléaires dans l'océan Indien, nous avons interdit nos ports et nos aéroports aux vaisseaux et aux aéronefs qui transportent des armes nucléaires ou sont équipés pour la guerre nucléaire. Nous avons estimé que c'était là la première mesure concrète à prendre pour assurer qu'une grande partie de l'Asie, tout au moins, reste à l'abri des dangers de la guerre nucléaire. Il nous semble que si cette mesure était prise, non seulement par certains pays à titre individuel, mais aussi collectivement par tous les pays non alignés, le continent africain, l'océan Indien et même peut-être l'Atlantique Sud seraient dénucléarisés dans une large mesure.

66. A la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue au Caire en octobre 1964, notre Premier Ministre a fait à ce sujet les trois propositions suivantes:

a) La notion de zone dénucléarisée devrait être étendue aux régions et aux océans qui sont jusqu'à présent exempts d'armes nucléaires;

b) Tous les pays non alignés devraient prendre des mesures immédiates pour fermer leurs ports et leurs aéroports aux vaisseaux et aéronefs transportant des armes nucléaires ou équipés pour en transporter;

c) Les puissances coloniales devraient non seulement renoncer à leurs bases actuelles dans les territoires coloniaux, mais aussi s'abstenir d'établir,

dans ces territoires, de nouvelles bases pouvant être utilisées à des fins d'agression.

Ces trois propositions ont été acceptées à l'unanimité par les pays non alignés et incorporées dans la Déclaration finale de la Conférence.

67. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, la politique raciale du Gouvernement sud-africain a souvent fait l'objet de nos délibérations. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté de nombreuses résolutions condamnant cette politique. L'une après l'autre, les nations ont condamné l'apartheid devant cette Assemblée et devant d'autres organes, mais le Gouvernement de la République sud-africaine n'en poursuit pas moins sa politique d'apartheid, que, nous aussi, nous condamnons sans réserve.

68. En fait, cette politique de ségrégation raciale s'est même récemment intensifiée et les mesures de mise en application ont été renforcées en conséquence. Les actes de répression contre les nationalistes africains ne peuvent que compliquer encore la question, rendre plus difficile un accord entre les races et compromettre les perspectives d'avenir. C'est là une épreuve tragique pour l'Afrique du Sud, et aussi pour le continent africain et le monde entier.

69. Nous devons malheureusement constater que la situation en Afrique du Sud s'est considérablement aggravée au cours des derniers mois. Dans ses rapports, le Comité spécial^{1/} a attiré l'attention sur ce fait. De nouvelles mesures ont été prises contre les éléments non blancs de la population; les forces militaires et policières du pays ont été considérablement renforcées et les lois promulguées ont été appliquées sans merci.

70. Nous espérons que le Gouvernement de la République sud-africaine cessera de défier l'opinion mondiale et renoncera à sa politique de ségrégation raciale. Nous espérons que l'Afrique du Sud saura reconnaître, dans son propre intérêt, tous les dangers de sa politique et recherchera une solution acceptable pour tous les secteurs de sa population et pour la communauté mondiale représentée à l'Organisation des Nations Unies.

71. Bien qu'elles n'aient jusqu'à présent obtenu aucun résultat encourageant, les Nations Unies doivent poursuivre leurs efforts pour guider l'Afrique du Sud dans la bonne voie. L'Organisation doit continuer de rechercher tous les moyens susceptibles de convaincre le Gouvernement de l'Afrique du Sud de cesser de défier l'opinion mondiale et d'abandonner sa politique de ségrégation raciale.

72. Je voudrais maintenant exprimer les vues de mon gouvernement sur la situation en Rhodésie. La situation dans ce pays est très tendue et constitue une source de dangers pour la paix et la sécurité du continent africain; elle est due au fait qu'une minorité raciste de colons blancs poursuit une politique tendant à assurer sa domination sur une majorité écrasante d'autochtones. C'est là faire preuve de bien peu de réalisme. Tous les principes de la jus-

tice, de l'égalité et de la liberté sont certainement bafoués lorsqu'une minorité de 220 000 blancs occupe une position privilégiée et gouverne une population africaine de 3 millions d'habitants. Les principes de la démocratie sont également bafoués lorsque cette minorité raciale cherche à maintenir sa domination par tous les moyens possibles.

73. Il est bien regrettable que le groupe qui est actuellement au pouvoir en Rhodésie ne veuille pas reconnaître la face nouvelle de l'Afrique. Le gouvernement des colons blancs est resté jusqu'à présent aveugle au courant qui, depuis 20 ans, déferle sur l'Afrique. Or, il faut bien reconnaître qu'une minorité de colons blancs ne peut pas espérer maintenir sa domination et poursuivre une politique d'exploitation. Pour continuer d'exister, cette minorité doit s'assurer le bon vouloir et la confiance des Africains; mais le bon vouloir et la confiance ne s'obtiennent que dans le cadre d'une véritable association. Malheureusement, les racistes qui sont au pouvoir en Rhodésie n'ont fait preuve ni de réalisme ni de sens commun. Leur politique semble aller à l'encontre de ce qu'exigeraient le progrès, le bon sens et le cours que les événements ont suivi en Afrique. Il est certain que c'est une grande tragédie et que cette politique rétrograde ne peut qu'engendrer le chaos, la violence raciale et le ressentiment entre les blancs et les Africains. Il faudra beaucoup de temps pour en effacer le souvenir. La position des colons blancs en Rhodésie pourrait bien être ébranlée par la politique mesquine et peu clairvoyante du groupe actuellement au pouvoir.

74. Nous avons toujours maintenu que le Royaume-Uni avait le devoir d'user de son autorité dans cette situation. En tant que puissance métropolitaine, le Royaume-Uni est responsable de l'évolution constitutionnelle et des progrès vers l'indépendance des territoires qu'il administre. Nous sommes convaincus que le Royaume-Uni tiendra compte des résolutions des Nations Unies pour ce qui est des droits constitutionnels de la population autochtone.

75. Nous pensons qu'il est souhaitable que le Gouvernement du Royaume-Uni réunisse une conférence constitutionnelle, à laquelle seraient invités tous les groupes politiques de la Rhodésie, en vue de rédiger une nouvelle constitution fondée sur le principe "à chacun une voix", sur le suffrage universel et sur la règle qui veut que la majorité gouverne.

76. Nous approuvons l'attitude adoptée par le Royaume-Uni devant les menaces de déclaration unilatérale d'indépendance faites par le régime rhodésien. Mon gouvernement pense, comme le Gouvernement du Royaume-Uni, que cette déclaration unilatérale serait inacceptable et que l'indépendance de la Rhodésie doit être conforme aux vœux de tous les habitants du territoire. Nous sommes en faveur de l'accession de la Rhodésie à l'indépendance aussitôt que possible, mais sur la base d'une constitution qui reconnaisse à chacun des droits égaux. Nous espérons que des progrès rapides seront faits dans ce sens.

77. La situation dans la région indochinoise, et notamment au Viet-Nam, met gravement en danger la paix et la sécurité. En tant que pays asiatique, nous sommes particulièrement désireux de voir régler par

^{1/} Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

des moyens pacifiques les problèmes qui se posent aux pays de cette région.

78. La menace à la paix et à la sécurité vient surtout de l'ingérence de puissances étrangères dans la politique de ces pays. Les dissensions internes et les causes de frictions ont été exploitées par des puissances néo-colonialistes qui cherchent à maintenir ou à étendre leur influence. Les Accords de Genève de 1954^{2/} cherchaient à isoler la région des pressions de la guerre froide et à y ramener la stabilité et la paix. Malheureusement, les dispositions des Accords de Genève n'ont pas été respectées.

79. Au Viet-Nam du Sud, la situation s'est aggravée du fait qu'on a voulu la régler par des moyens militaires, en faisant appel à des troupes étrangères et à une aide militaire massive. On a même dit que certains envisageaient d'étendre le conflit en prenant des mesures de représailles contre des pays voisins. Nous considérons que toute tentative de ce genre serait extrêmement dangereuse. Les problèmes du Viet-Nam du Sud ont un caractère politique et il n'y a qu'une solution politique qui puisse les résoudre de manière durable. Je tiens également à souligner à ce sujet qu'aucune solution durable n'est possible au Viet-Nam du Sud si les aspirations légitimes des bouddhistes, qui constituent 80 p. 100 de la population, ne sont pas respectées et satisfaites. Toute tentative pour imposer un règlement par la force doit être abandonnée et les parties intéressées doivent se rendre compte de l'inutilité d'une guerre de répression.

80. Sinon, ce sera la poursuite de la guerre civile, ce qui entraînera de nouvelles destructions et de nouvelles souffrances et risque de provoquer une extension du conflit au-delà des frontières du Viet-Nam. Ceux qui s'intéressent au territoire et au peuple vietnamiens, ceux qui ont véritablement à cœur la cause de la paix ne peuvent accepter cette éventualité.

81. Ce n'est pas dans un esprit partisan que nous élevons la voix. En tant que pays non aligné, notre but est de nous tenir à l'écart des groupements de grandes puissances. En tant qu'Asiatiques, nous voudrions que l'Asie, de même que toute autre partie du monde, ne connaisse aucun conflit dangereux. Notre but est d'éviter que ces conflits ne soient l'objet des pressions de la guerre froide et, dans le cas du Viet-Nam, nous voyons quelles seraient les conséquences que cela peut entraîner si l'on n'aboutit pas rapidement à une solution équitable. Tout délai apporté au règlement du problème ne fait qu'accroître le risque de voir le conflit s'amplifier avec toutes les graves conséquences que cela pourrait avoir pour le monde entier.

82. Par conséquent, nous demandons une fois de plus que les combats prennent fin. Il faut reconnaître que le problème est politique et doit être réglé par voie de négociations. Il faut que les puissances intéressées se réunissent de nouveau autour d'une table de conférence pour chercher à appliquer sincèrement les Accords de Genève de 1954. C'est la seule solution. Nous espérons vivement que l'on fera preuve de modération avant qu'il ne soit trop tard.

83. Pour résoudre les problèmes de l'Asie du Sud-Est, comme d'ailleurs tous les grands problèmes mondiaux, il est absolument essentiel de s'assurer la coopération et la participation active de la République populaire de Chine. Ces réalités sont malheureusement méconnues par certaines puissances qui, poussées par des considérations relevant de la politique de la guerre froide, préfèrent ignorer l'existence de la République populaire de Chine et lui refuser la place qui lui revient légitimement dans les assemblées mondiales. Cela m'amène à la question du rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies.

84. Mon gouvernement reconnaît que la République populaire de Chine est le seul gouvernement légitime de la Chine. De nombreux autres Etats Membres des Nations Unies, dont le nombre ne cesse de s'accroître, ont adopté la même position. La République populaire de Chine détient le continent chinois et elle a le plein appui de 700 millions de Chinois, soit le quart de la population mondiale.

85. Comment les Nations Unies peuvent-elles représenter pleinement l'humanité si un quart du genre humain ne peut faire entendre sa voix dans les organes internationaux? N'est-ce pas là nier le principe d'universalité que l'Organisation s'est engagée à appliquer? Ne fermons-nous pas les yeux aux réalités de la situation mondiale en empêchant un peuple, qui représente une fraction importante de l'espèce humaine, d'être représenté de manière équitable, pour des raisons dictées par une politique de force et des manœuvres de guerre froide? Si nous voulons renforcer l'Organisation et la rendre véritablement représentative, nous devons, sans tarder davantage, rétablir la République populaire de Chine dans ses droits légitimes.

86. Nous savons que la politique de la République populaire de Chine ne plaît guère à certaines puissances qui siègent ici et que sa présence dans cette Organisation pourrait même les embarrasser. Mais notre Organisation n'est pas une organisation où certains membres peuvent en exclure d'autres simplement parce qu'ils n'approuvent pas leur politique. Cette organisation a été créée pour représenter l'humanité, pour représenter tous les pays du monde, quel que soit leur régime politique ou social, afin qu'ils puissent progresser ensemble vers un objectif commun: la paix et le progrès. Nous espérons que la question de la représentation de la République populaire de Chine sera examinée dans cet esprit.

87. C'est avec un vif intérêt que mon gouvernement a participé aux délibérations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, d'importance historique, et que certains ont salué comme l'un des événements les plus importants depuis la création de l'Organisation des Nations Unies. Nous ne pouvons pas véritablement dire que nous avons été satisfaits des résultats de la Conférence et que nous pensions que les pays développés se soient montrés suffisamment disposés à faire face aux problèmes de notre époque. Néanmoins, ces pays n'ont pu manquer d'être ébranlés par les efforts qu'ont déployés les 75 pays en voie de développement pour leur démontrer que les problèmes du monde intéres-

^{2/} Accords sur la cessation des hostilités en Indochine.

sent la communauté des nations tout entière et qu'il ne saurait y avoir de stabilité et de paix durable dans un monde où non seulement la disparité entre la richesse et la pauvreté est très marquée, mais où l'écart entre les niveaux de vie des pays développés et des pays en voie de développement s'accroît. Cette conférence a permis à des millions d'hommes et de femmes, représentant plus des deux tiers de la population mondiale, d'exprimer leurs aspirations à une vie plus riche et plus complète, qu'ils devraient connaître depuis longtemps.

88. On doit se rendre compte que la diminution des recettes d'exportation des pays en voie de développement, la détérioration des termes de l'échange et le fardeau accru du service de la dette sont des facteurs qui échappent au contrôle des pays en voie de développement et les empêchent d'appliquer leur politique économique. Nous devons donc être conscients de l'urgence de la situation et prendre des mesures efficaces pour intensifier les courants de capitaux et libéraliser les échanges commerciaux en faveur des pays en voie de développement.

89. Comme il est souligné dans la déclaration commune des pays en voie de développement, qui figure en annexe à la résolution 1897 (XVIII) de l'Assemblée générale:

"Les problèmes fondamentaux des pays en voie de développement sont bien définis. Ce dont le monde a besoin aujourd'hui, ce n'est donc pas d'avoir conscience de l'existence de ces problèmes, mais d'être disposé à agir."

90. Si, à la Conférence, on s'est accordé de manière générale sur la nécessité d'aider les pays en voie de développement, il a été beaucoup plus difficile d'arrêter une ligne de conduite. Cependant, bien qu'un certain nombre de pays aient exprimé des réserves, beaucoup ont appuyé les principes qui doivent guider à l'avenir la politique commerciale internationale.

91. Ces principes représentent un progrès important sur les notions traditionnelles de libre-échange qui ont déterminé les recommandations adoptées par la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi, qui s'est tenue à La Havane en 1947-1948. Cette fois, les principes qui ont été énoncés reconnaissent la nécessité d'aider spécialement les pays en voie de développement à accroître leurs échanges internationaux et à développer ainsi leur économie. Le principe selon lequel les pays développés ne doivent pas exiger la réciprocité en matière de libéralisation des échanges de la part des pays en voie de développement figure également dans les recommandations de la Conférence, et les pays développés ont été invités à s'abstenir d'appliquer une politique intérieure tendant à stimuler une production non rentable de produits primaires, ce qui priverait les pays en voie de développement de leur juste part du marché mondial.

92. En ce qui concerne la question des nouvelles dispositions institutionnelles, on doit dire que la Conférence a eu le mérite de faire l'unanimité entre les pays en voie de développement, les pays industrialisés et les pays à économie planifiée, la plupart des pays s'étant montrés résolus à sortir de l'impasse dans laquelle la Conférence s'est un moment

trouvée au sujet de la création d'un nouvel organisme. La Conférence aurait entièrement échoué si elle n'avait pas abouti à un accord sur les dispositions institutionnelles qui devront être prises pour que ses travaux puissent se poursuivre.

93. A cet égard, les questions de procédure ont eu une importance considérable. Ma délégation accueille avec satisfaction le rapport du Comité spécial (A/5749 et Corr.1) constitué en vue de créer un processus de conciliation au sein de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et elle appuie le texte proposé en remplacement du paragraphe 5 de la recommandation qui figure à l'annexe A.V.1 de l'Acte final^{3/}. Nous remercions vivement le Comité spécial des efforts qu'il a déployés pour mettre au point une solution acceptable pour tous les membres de l'Assemblée.

94. Je voudrais aussi parler brièvement d'une autre question importante qui est liée au développement économique et est inscrite à notre ordre du jour. Il s'agit de la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial des Nations Unies en un programme de développement des Nations Unies. Ma délégation appuie la création de ce programme de développement des Nations Unies qui, nous l'espérons, ne comportera pas seulement les meilleurs éléments du Programme élargi et du Fonds spécial, mais disposera également d'une autorité accrue pour accorder l'attention voulue aux travaux des Nations Unies en ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement, à l'expansion industrielle, à l'exploitation des ressources naturelles et au développement du commerce; nous avons noté avec satisfaction que la fusion proposée n'empêcherait pas d'examiner les mesures pratiques qui pourraient être prises pour transformer le Fonds spécial en un fonds d'équipement de manière à couvrir les activités de préinvestissement et d'investissement.

95. Avant de terminer, je voudrais exprimer la satisfaction que ma délégation éprouve en constatant que les puissances intéressées font preuve d'un esprit de conciliation pour éviter un affrontement sur la question de l'Article 19. Il nous semble que c'est là une preuve de leur désir sincère de défendre les intérêts de l'Organisation et d'éviter de créer une situation qui l'affaiblirait et la rendrait moins efficace. Nous espérons sincèrement que les négociations qui sont actuellement en cours aboutiront à une solution acceptable pour tous, dans l'intérêt supérieur de l'Organisation. En ce qui nous concerne, nous coopérerons pleinement à tous les efforts qui seront faits pour renforcer l'Organisation, qui représente pour l'humanité l'espoir de voir régner dans le monde la paix, la justice et le progrès.

96. M. MANESCU (Roumanie): Monsieur le Président, la délégation de la République populaire roumaine considère votre présence à cette vénérable tribune comme une marque d'appréciation de vos qualités d'éminent diplomate et comme un hommage à votre pays, la République du Ghana, avec lequel la

^{3/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I, Acte final et rapport (Publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

Roumanie entretient des relations amicales; elle y voit le témoignage du rôle toujours croissant que les peuples de l'Afrique, dont la culture et la civilisation son très anciennes, jouent dans la vie internationale.

97. Je voudrais, au nom de la délégation de la République populaire roumaine, vous adresser les félicitations les plus chaleureuses pour votre élection à l'unanimité au poste de Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée générale de l'ONU.

98. La délégation roumaine voudrait, en même temps, exprimer ses meilleurs vœux de paix et de prospérité aux Etats récemment admis dans la grande famille des Nations Unies, le Malawi, Malte et la Zambie.

99. L'Organisation des Nations Unies se trouve en présence d'importants problèmes internationaux, politiques et économiques, dont la solution est exigée et attendue par tous les peuples du monde. Les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent reflètent la préoccupation de trouver les voies les plus appropriées pour que l'ONU puisse répondre aux espoirs que l'humanité a mis en ce forum international. Cette préoccupation mène tout naturellement à la question: quel est, dans les efforts de l'Organisation, l'élément directeur qui pourrait lui permettre de faire face à ces tâches de grande responsabilité?

100. De l'avis de la délégation roumaine, l'établissement d'un climat de paix et d'un monde mis à l'abri du danger des guerres dépend du respect et de la fidélité envers les principes sur lesquels les Nations Unies ont été fondées. Les principes incorporés dans la Charte il y a 19 ans, enrichis et développés par l'expérience accumulée depuis lors, gardent toute leur actualité et leur viabilité.

101. Dans le but de maintenir la paix, de développer la coopération internationale et de promouvoir le progrès économique et social, la Charte prévoit, parmi les obligations fondamentales des Etats, qu'ils s'abstiennent dans leurs relations de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, qu'ils fassent appel aux moyens pacifiques pour résoudre tous leurs différends et qu'ils n'interviennent en aucune circonstance dans les affaires intérieures d'un autre Etat.

102. Parmi les règles de conduite internationale, la Charte place en premier lieu le respect de l'égalité souveraine des Etats, principe qui est à juste titre considéré comme pierre de touche dans les relations internationales.

103. Nous trouvons en effet la garantie des relations de bon voisinage et de coopération entre Etats dans la stricte application de ce principe et des conséquences qu'il implique: le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, le droit de chaque peuple de choisir librement le système politique et économique qui lui convient et de voir sa personnalité respectée dans la vie internationale. Cela exclut ainsi la possibilité de promouvoir des intérêts unilatéraux au détriment des peuples et de la libre affirmation de leur volonté.

104. Par contre, la violation de ce principe va à l'encontre des droits légitimes des peuples, créant ainsi des foyers de tension et des situations dangereuses pour la paix et la sécurité de l'humanité.

105. Comment qualifier alors l'intervention armée étrangère contre le peuple congolais autrement que de grave violation de la Charte? Cet acte, dépourvu de toute justification, qui prolonge les souffrances du peuple congolais, s'inscrit dans la longue série d'actions ouvertes ou dissimulées typiquement colonialistes, qui ont pour but de freiner la volonté de ce peuple tellement éprouvé de décider de son propre sort. Les actions des puissances colonialistes, qui cherchent à maintenir le peuple congolais dans un état de dépendance, suscitent l'indignation justifiée de l'opinion publique internationale.

106. L'intervention étrangère dans le Sud-Est asiatique, où persiste une atmosphère de tension, constitue une violation incontestable des dispositions de la Charte. Le peuple roumain exprime son entière solidarité avec la juste lutte du peuple vietnamien pour la défense de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la République démocratique du Viet-Nam, pour la réalisation des aspirations légitimes de réunification pacifique du Viet-Nam, en conformité avec les accords de Genève.

107. Les mêmes tentatives, vouées à l'échec, qui ont pour but d'empêcher les peuples d'exercer leur droit souverain, d'organiser leur vie conformément à leurs aspirations, droit proclamé par la Charte et par les déclarations solennelles des Nations Unies, se trouvent à l'origine des autres foyers de tension qui existent dans le monde.

108. Nous condamnons fermement la politique d'apartheid ainsi que toute manifestation de discrimination raciale comme étant un défi aux droits fondamentaux de l'homme.

109. Le Gouvernement roumain réaffirme sa position constante de solidarité avec les peuples qui luttent pour accéder à une existence libre, digne et indépendante. Nous sommes fermement convaincus qu'aucun obstacle, qu'aucune intervention étrangère ne peut empêcher la réalisation de ces aspirations et que le processus historique qui se déroule à présent est en passe d'effacer les derniers vestiges du système colonialiste. Le fait que des dizaines d'Etats ont récemment conquis leur indépendance et apportent à présent leur contribution aux efforts entrepris pour l'application des principes de la Charte atteste le caractère objectif et irréversible de ce processus.

110. Ainsi que l'a récemment souligné le Président du Conseil d'Etat de la Roumanie, M. Gheorghe Gheorghiu-Dej:

"Il existe aujourd'hui des conditions qui ne peuvent être comparées à celles du passé et qui donnent la possibilité aux peuples de se développer d'une manière indépendante et souveraine, de jouir de l'égalité dans les relations internationales, d'organiser leur vie politique, sociale et économique selon leur volonté, de choisir le chemin qui convient le mieux à leurs intérêts fondamentaux."

111. Si j'ai insisté sur ces principes, c'est parce qu'ils reflètent aussi la préoccupation d'un grand nombre de délégués à cette session au sujet de la capacité de l'Organisation de contribuer d'une manière efficace à la solution des grands problèmes internationaux.

112. Comment concilier ces principes qui prévoient le droit égal de tous les Etats de participer à la vie internationale avec le fait qu'un des grands pays du monde — la République populaire de Chine — est empêché d'occuper la place qui lui revient à l'ONU? Continuer de maintenir les représentants du grand peuple chinois loin de l'ONU est incompatible avec le principe de l'universalité de cette Organisation. Il est tout à fait impossible de concevoir d'une manière réaliste la solution des problèmes vitaux du monde sans la participation de la République populaire de Chine, la cinquième puissance nucléaire, qui joue un rôle important dans la lutte pour le renforcement de la paix.

113. La République populaire roumaine s'est associée en qualité de coauteur au point inscrit par le Cambodge à l'ordre du jour de cette session, avec la conviction que l'examen de ce problème mènera au rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'ONU et à l'expulsion des représentants de Tchang Kai-chek de tous les organismes de l'ONU.

114. Notre pays approuve et soutient l'augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, l'application des résolutions adoptées à cet égard reflétant d'une manière plus équitable la composition actuelle de l'Organisation et les préoccupations des Etats Membres.

115. Nous estimons qu'il faut assurer à l'Organisation un fonctionnement normal et stable, en conformité avec la procédure légale.

116. De l'avis du Gouvernement roumain, l'Organisation des Nations Unies ne peut devenir puissante que si elle place toute son activité sur le terrain solide des principes de la Charte. Ce n'est qu'ainsi que l'Organisation des Nations Unies peut offrir un cadre favorable à tous les Etats, grands ou petits, pour affirmer leurs points de vue, un terrain propice au développement des initiatives constructives et devenir ce que la Charte considère comme but fondamental: "un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes".

117. Quel que soit le nombre des problèmes qui préoccupent aujourd'hui l'humanité et quelque différente que soit la manière de les aborder, il y a néanmoins un élément qui rapproche les Etats: l'intérêt des peuples pour sauvegarder la paix. Du point de vue de la paix, nous ne formons qu'un seul monde. Fermement attachée aux principes de coexistence pacifique consacrés par la Charte des Nations Unies, la Roumanie estime que les négociations représentent la seule voie raisonnable pour résoudre les problèmes internationaux en litige.

118. La Roumanie confère à la notion de coexistence pacifique un sens actif. Nous ne considérons pas la coexistence pacifique comme l'existence simultanée sur la carte du monde de certaines entités qui s'ignorent mutuellement. Chaque Etat, étant donné sa physionomie caractéristique, peut avoir à donner et à recevoir dans le cadre d'un courant ininterrompu de valeurs matérielles et spirituelles.

119. L'expression de cette conception du Gouvernement roumain est concrétisée dans sa politique de

développement continu des relations de notre pays avec tous les Etats, relations fondées sur les principes du respect et de l'avantage réciproques.

120. L'activité de la République populaire roumaine à l'ONU ainsi que les propositions qu'elle a faites dans cette organisation sont dirigées vers l'application des principes de la Charte dans les relations internationales et vers la recherche de solutions réalistes des problèmes internationaux.

121. Etant convaincu que toute amélioration des relations sur le plan régional contribue à la création d'un climat de confiance dans l'ensemble des relations internationales, le Gouvernement roumain a soumis à l'Assemblée générale le point: "Mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents".

122. Les événements qui ont eu lieu ces dernières années démontrent que la création d'un climat favorable pour aborder d'une manière plus efficace les problèmes qui empêchent la détente en Europe doit être, en premier lieu, le résultat des efforts de chaque pays européen pour promouvoir des relations de collaboration avec ses voisins.

123. Nous estimons que l'Assemblée générale doit stimuler les efforts entrepris pour trouver des solutions aux problèmes majeurs qui préoccupent les peuples de L'Europe et dont la solution aurait des effets positifs dans le monde entier.

124. Vivant dans une région de l'Europe qui, dans le passé, a souvent connu des conflits, le peuple roumain a eu à subir les conséquences néfastes de plusieurs guerres. C'est pourquoi la Roumanie juge qu'il est de son devoir de contribuer à l'établissement de relations de bon voisinage et de coopération pacifique dans les Balkans. Ses propositions de 1957 et 1959 tendant à réaliser une entente interbalkanique multilatérale et à conclure un traité pour transformer les Balkans en une zone de paix et de coopération continuent à garder entièrement leur actualité.

125. Nous sommes satisfaits de constater que des négociations ont eu lieu et continuent à avoir lieu entre les pays de cette zone, négociations qui marquent une évolution positive vers le rapprochement et l'entente, basés sur l'intérêt réciproque, et qui confirment les possibilités innombrables existant dans ce domaine.

126. La Roumanie attache de l'importance à l'élaboration d'une déclaration internationale concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect réciproque et de compréhension entre les peuples. L'idée d'une telle déclaration a gagné du terrain chaque année et a obtenu l'adhésion d'un grand nombre d'Etats. Des conférences et des organisations internationales ont recommandé son adoption. La délégation roumaine exprime sa conviction que l'Assemblée générale passera à l'élaboration de cette déclaration.

127. La normalisation des relations internationales et leur établissement sur des bases solides sont freinés par la course aux armements et surtout par l'accumulation continuelle d'armes de destruction massive. Il est difficile de concevoir une sécurité

réelle tant que les peuples vivront à l'ombre des arsenaux nucléaires.

128. La préoccupation relative à la mise en œuvre des principes de la Charte, que je viens de mentionner, doit aller de pair avec les efforts continuels et persévérants qui s'imposent pour réaliser le désarmement général et complet. L'accomplissement de cette tâche pourrait créer des conditions pour le développement des relations pacifiques entre Etats, relations qui excluent à jamais la menace ou le recours à la force, et ouvrirait la perspective d'une large coopération internationale.

129. C'est pourquoi le Gouvernement roumain estime que l'adoption du programme de désarmement général et complet, préconisé par l'Union soviétique et soutenu par les pays socialistes et par d'autres Etats épris de paix, aurait une importance historique pour l'humanité tout entière.

130. L'intérêt commun des peuples de se voir libérés de la menace de guerre demande une contribution active de tous les pays dans leur recherche des voies et des moyens adéquats pour la réalisation du désarmement. C'est pourquoi la proposition des participants à la Conférence du Caire des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, envisageant la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement, est une initiative qui a tout notre appui.

131. Le Gouvernement roumain se prononce également en faveur de la proposition du Gouvernement de la République populaire de Chine concernant la convocation d'une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement pour discuter l'interdiction générale et la destruction totale des armes nucléaires, qui aurait pour objectif, dans la première étape, un accord interdisant l'emploi de ces armes.

132. Nous soutenons, en même temps, toute mesure destinée à diminuer la tension internationale, à accroître la confiance entre les Etats et à hâter l'accomplissement du désarmement général et complet. Parmi ces mesures, nous attachons une importance toute particulière à la création de zones dénucléarisées en différentes régions du monde et nous nous déclarons pour l'application des propositions visant à créer de telles zones.

133. Maintenant que les idées de la coexistence pacifique entre tous les Etats, quel que soit leur régime social, s'affirment avec une force toujours plus grande, la division du monde en blocs militaires apparaît encore plus anachronique.

134. Dans l'esprit de la coexistence pacifique, la Roumanie s'est prononcée pour la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'Organisation du Traité de Varsovie et l'OTAN, comme mesure transitoire en vue de liquider tous les blocs militaires.

135. Les plans pour la création des forces nucléaires multilatérales, sous l'égide du bloc militaire de l'OTAN, sont contraires aux intérêts de la paix et de la sécurité. Ces plans sont encore un exemple du danger que représentent les blocs agressifs. La création des forces nucléaires multilatérales de l'OTAN ne peut mener qu'à la tension internationale, à une suspicion de plus en plus grande entre les Etats, à l'accélération de la course aux armements; c'est pourquoi elle provoque une inquiétude justifiée.

136. A notre avis, le Comité des dix-huit puissances sur le désarmement doit multiplier ses efforts pour être à même de mener à bien le mandat de responsabilité qui lui a été confié par l'Organisation des Nations Unies. La République populaire roumaine est toujours prête à apporter toute sa contribution pour trouver des solutions mutuellement acceptables, susceptibles de hâter la réalisation des accords dans le domaine du désarmement.

137. Tout comme par le passé, nous estimons que la liquidation des séquelles de la seconde guerre mondiale par la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne aboutirait à l'assainissement du climat politique international. La seule base réaliste pour discuter ce problème est celle qui tient compte de l'existence des deux Etats allemands.

138. La réalisation des progrès sur la voie du désarmement général et complet aurait en même temps pour résultat la libération de ressources matérielles et humaines, si nécessaires à l'accélération du progrès économique et social des peuples. Actuellement, le montant des dépenses relatives aux armements est à peu près égal au montant du revenu national cumulé de tous les pays en voie de développement.

139. Tant qu'il y aura un fossé entre la situation économique des pays en voie de développement et celle des pays industrialisés, et que la nécessité de combattre les fléaux chroniques existant dans de vastes régions du monde se fera de plus en plus pressante, il sera naturel que les problèmes économiques et sociaux détiennent une place de premier ordre dans les préoccupations des Etats Membres de l'ONU.

140. Nous apprécions que le début d'une nouvelle étape dans l'activité déployée dans ce domaine ait été marqué par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, considérée à juste titre par le Secrétaire général de l'ONU comme "un événement d'importance historique, dont l'influence sur la coopération internationale devrait se faire fortement sentir au cours des décennies à venir" [A/5801/Add.1, sect. IV].

141. La Conférence marque, par les recommandations adoptées, une intensification des efforts pour transformer le commerce international — dépourvu de barrières discriminatoires — en un facteur bénéfique pour le développement économique de tous les pays et pour la création d'un climat de paix et de coopération internationale. La Roumanie, en tant que pays dont l'économie complexe et multilatérale est en plein essor, est directement intéressée aux problèmes qui ont fait l'objet de cette Conférence.

142. A la suite du développement équilibré et à un rythme soutenu de son économie, la Roumanie entretient des relations économiques et procède à des échanges commerciaux avec tous les pays, quel que soit leur système social et économique. Pendant les 12 dernières années, le volume du commerce extérieur de la Roumanie a plus que quadruplé. A la Conférence de Genève, la délégation roumaine a présenté, avec d'autres délégations, la proposition concernant les livraisons d'équipement industriel à crédit, remboursable par quotes-parts de la production obtenue ou par d'autres produits. Cette forme de coopération

est avantageuse pour les pays en voie de développement parce qu'elle favorise l'accélération de leur croissance économique par la construction, à l'aide de crédits, d'objectifs industriels — propriété exclusive de ces pays — assurant ainsi le respect de leur indépendance économique.

143. Elle présente aussi un intérêt pour les pays exportateurs d'équipement industriel parce que cela leur offre des débouchés et des possibilités d'approvisionnement en produits finis des usines qu'ils ont livrées. On a également présenté la proposition concernant l'importance des accords commerciaux à long terme dont l'efficacité pour la stabilité et le développement des échanges internationaux a été démontrée par l'expérience de notre pays et par celle d'autres Etats. Nous espérons que ces propositions, retenues dans l'Acte final de la Conférence, seront de nature à contribuer à l'expansion du commerce international dans l'intérêt du développement économique.

144. A notre avis, l'un des résultats importants de la Conférence consiste en ce qu'elle a énoncé les principes qui doivent guider les Etats dans leurs relations de coopération économique. L'adoption, sous l'égide de l'ONU, d'une déclaration contenant ces principes aurait des effets positifs sur le développement des échanges économiques.

145. Dans le domaine économique, tout comme dans les relations politiques, on éprouve de plus en plus le besoin d'élaborer des normes généralement acceptables, fondées sur la Charte des Nations Unies et destinées à régir les rapports économiques entre Etats.

146. Pour appuyer les efforts que les pays en voie de développement déploient pour leur progrès économique et social, il est nécessaire que l'ONU étende ses préoccupations dans le domaine de la formation des cadres nationaux, de la planification, de l'emploi, dans l'intérêt national, des ressources naturelles et de l'industrialisation.

147. Avant de conclure, je voudrais exprimer la conviction du Gouvernement roumain qu'il est plus que jamais nécessaire d'explorer toutes les voies, toutes les possibilités qui pourraient aboutir à la normalisation des relations internationales, au renforcement de la paix et au développement de la coopération entre pays et peuples.

148. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Je donne la parole au représentant de la Guinée, qui désire exercer son droit de réponse.

149. **M. ACHKAR** (Guinée): Monsieur le Président, ma délégation vous adressera en temps opportun ses félicitations à l'occasion de votre élection, félicitations dues au militant du nationalisme africain que vous êtes, mais pour l'instant vous me permettez d'exercer mon droit de réponse en ma qualité de Président du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine.

150. Nous avons pris connaissance du discours prononcé ce matin par un représentant qui se veut représentant d'un pays d'Afrique, discours dans lequel cet orateur a cherché à défendre devant ce noble

aréopage, et avec l'audace qui caractérise les porte-parole de tout régime fasciste, une politique condamnée par le monde entier. On sait que l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité ont constamment demandé au gouvernement des colons sud-africains de respecter les obligations qui lui incombent aux termes de la Charte, d'abandonner sa politique d'apartheid et de mettre un terme au régime de répression brutale contre les adversaires de cette politique avilissante et abjecte. L'Assemblée générale était en droit de s'attendre à voir le représentant du gouvernement des colons sud-africains, qui s'est fait aujourd'hui l'avocat du tribalisme le plus médiéval, se présenter ici pour nous informer des mesures que son gouvernement était en train de prendre pour se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, mesures destinées à mettre fin à l'apartheid, cette hydre colonialiste.

151. Au contraire, le porte-parole des colons racistes d'Afrique du Sud s'est servi de cette tribune pour réaffirmer le mépris de son gouvernement à l'égard des Nations Unies et pour jeter l'anathème sur la majorité des Etats Membres. Il a cherché à semer la confusion et à créer le doute dans les esprits par des paroles lénifiantes, destinées à nous présenter un tableau "à l'eau de rose" d'une situation tristement célèbre.

152. Les questions de l'apartheid et du Sud-Ouest africain sont inscrites à l'ordre du jour de cette session et nous aurons l'occasion d'en parler d'une manière détaillée, au moment opportun et devant les commissions compétentes. Mais, dès à présent, je me dois d'affirmer — et le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid a soumis une vaste documentation dans son récent rapport à ce sujet — que le gouvernement des colons sud-africains a pris des mesures inhumaines et d'une gravité sans précédent en vue d'intensifier la discrimination raciale et la répression en Afrique du Sud, en violation de la Charte. Sa politique, abhorrée par le monde entier, a atteint des proportions dont les effets constituent, d'une manière de plus en plus inquiétante, une sérieuse menace à la paix internationale.

153. Des milliers d'opposants à l'apartheid, y compris des leaders nationalistes tels que Nelson Mandela, Robert Sobukwe, Walter Sisulu, sont en train de se mourir en prison. Le chef Albert Luthuli, prix Nobel de la paix, est en résidence surveillée dans des conditions d'une cruauté diabolique.

154. Au mépris total des appels du Conseil de sécurité, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés et de nombreux chefs d'Etat, le Gouvernement sud-africain a récemment exécuté les vaillants patriotes africains Vuyisile Mini, Wilson Khayinga et Zinakile Mkaba. Nombreux sont les autres patriotes qui attendent leur bourreau dans les cellules de la mort du régime de Pretoria.

155. Les Nations Unies ont lancé suffisamment d'appels et de mises en garde. A notre avis, il est temps de passer à l'action effective pour empêcher M. Verwoerd et ses complices de commettre de nouveaux crimes et de provoquer une guerre raciale, qui pour-

rait bien déborder le cadre du continent africain. Par dessus tout, il est temps que les partenaires commerciaux du régime de l'apartheid adoptent enfin une attitude sans équivoque et conforme à leur profession de foi qui condamne si vigoureusement, en paroles, le régime fasciste sud-africain.

156. Je me permettrai de faire quelques réflexions sur des affirmations qui ont été faites ce matin, et dont nous avons pris connaissance à la lecture de ce document infamant.

157. On nous a parlé ici, ce matin, d'une théorie sur la situation "multinationale" en Afrique du Sud. Il est évident que tous les représentants ont remarqué que le porte-parole de cette théorie ne pouvait prétendre représenter ce qu'il a eu le courage d'appeler "les diverses nations d'Afrique du Sud".

158. Ce porte-parole a, ce matin, parlé de la paix et de la prospérité de l'Afrique du Sud. Mais qui, dans cette Assemblée, ne sait que cette paix est la paix des prisons, la paix des tombeaux, et que cette prospérité n'est que la prospérité des voleurs aux dépens des populations exploitées?

159. On nous a parlé du choix laissé aux diverses prétendues nations sud-africaines d'opter en faveur des régimes de leur choix. Mais nous devons poser cette question: depuis quand ces populations ont-elles été consultées sur leur sort?

160. Nous avons été indignés d'entendre ce matin, de la bouche du représentant de l'apartheid, des termes comme "dignité humaine". C'est une insulte à l'Afrique que le porte-parole du régime d'oppression des populations africaines vienne nous parler ici de dignité humaine car, dans son langage, cela veut dire la dignité de la minorité blanche fasciste — 3 millions d'habitants — en Afrique du Sud.

161. On nous a parlé de "Commonwealth sud-africain". Qui, dans cette Assemblée, ignore que 13 p. 100 seulement des terres en Afrique du Sud sont réservées à une population dépassant 80 p. 100 et que

20 p. 100 de cette population accaparent toutes les richesses et toutes les terres fertiles de ce pays?

162. Le représentant des colons sud-africains a eu l'audace de lancer un appel aux Etats africains, auxquels il a offert l'assistance de son gouvernement! Aucune injure ne pouvait aller aussi loin: convier les Etats africains à participer à l'exploitation féroce de leurs frères qui croupissent sous le régime d'exploitation de l'apartheid en Afrique du Sud.

163. L'orateur de ce matin a lancé un défi aux Nations Unies en disant hautement que toute mesure de sanction qui pourrait être prise par cette Assemblée ne ferait que créer les conditions d'un meilleur développement de l'économie sud-africaine. Nous espérons que tous les Etats Membres, et notamment ceux-là mêmes dont les rapports économiques contribuent à renforcer le régime de l'apartheid, relèveront ce défi et que nous verrons l'économie sud-africaine prospérer grâce aux sanctions que notre Assemblée sera appelée à prendre.

164. L'Afrique, quant à elle, a lancé un avertissement solennel au monde entier lors de la Conférence au sommet des pays indépendants africaines, réunie à Addis-Abéba en mai 1963. Elle ne pardonnera pas — elle ne pouvait pardonner —, elle n'oubliera pas — elle ne pouvait oublier — les crimes commis contre nos peuples. Si le régime sud-africain continue sur cette voie menant directement au désastre, force nous est de crier, avec ce compositeur des "Chants de libération", le martyr Vuyisile Mini: "Voyez les noirs qui avancent, Verwoerd, prenez garde aux noirs qui avancent."

165. Comme je l'ai dit, nous aurons l'occasion de revenir sur cette discussion plus en détail, et nous mettrons à nu, de façon précise, les forfaitures des conspirateurs sud-africains contre la dignité des peuples de couleur et contre la Charte des Nations Unies.

La séance est levée à 13 h 20.